

le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

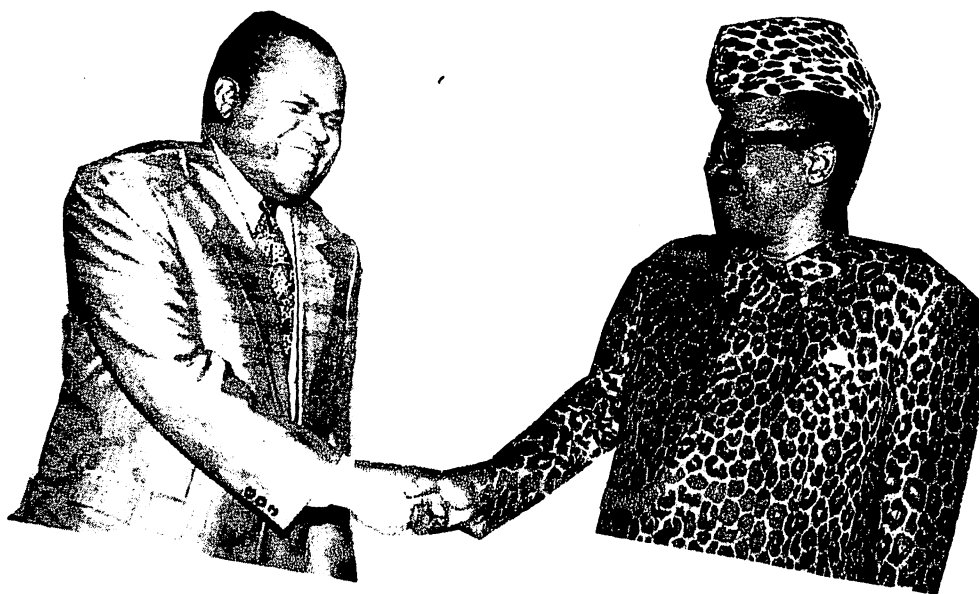
UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

LE 13 OCTOBRE 1991

NO 202

PRIX : 4 FF



Z
A
I
R
E

SOMMAIRE AU VERSO

LA LUTTE DES PAUVRES

FAIT RECULER MOBUTU

MAIS CESONT LEURS ENNEMIS

QUI EN PROFITENT

SOMMAIRE

é d i t o r i a l

- EDITORIAL
page 2

- COTE D'IVOIRE
page 3

- BENIN
page 4

- IMMIGRATION
page 5

- ZAIRE
page 6

- HAITI
page 11

ZAIRE

LA LUTTE DES PAUVRES FAIT RECULER MOBUTU MAIS CE SONT LEURS ENNEMIS QUI EN PROFITENT.

Aux dernières nouvelles, Tshisekedi, le premier ministre choisi par le dictateur Mobutu, a réussi à former un gouvernement de cohabitation de 22 membres. L'"Union sacrée", c'est-à-dire la coordination des partis d'opposition, détient la majeure partie des portefeuilles ministériels. Mais, Mobutu et ses partisans conservent certains postes-clés: la défense, le plan et les relations extérieures.

Voilà donc Mobutu qui a juré sur les grands dieux africains de ne jamais accepter le pluralisme politique qui, selon lui, est synonyme de chaos et désordre; voilà donc Mobutu qui a catégoriquement rejeté la moindre idée de "conférence nationale", qui, de son avis ne pourrait qu'apporter des troubles dans le pays, obligé d'accepter de partager le gâteau avec ses opposants.

Si finalement le sanguinaire Mobutu est revenu précipitamment sur ses déclarations, s'il a battu en retraite, c'est en partie à cause des pressions de ses maîtres impérialistes de Paris et de Bruxelles qui lui conseillaient d'assouplir son régime en acceptant de composer avec l'opposition, comme au Gabon ou au Benin. Mais, c'est surtout et avant tout la pression de la rue, la peur de perdre son trône, comme son compère Moussa Traoré du Mali, qui a fait plier le tyran du Zaïre.

En effet, les travailleurs, les chômeurs et les pauvres frappés de plein fouet par la crise économique sont sortis de leurs quartiers et de leurs bidonvilles pour envahir la rue, pour crier leur colère. Les forces de répression locales, débordées, étaient incapables de rétablir le calme. Il a fallu dépêcher de toute urgence des militaires et paras français et belges pour permettre l'évacuation des coopérants et maintenir un semblant d'ordre.

Au Zaïre, comme partout où ça bouge en Afrique, ce sont les petites gens au bord de la misère qui affrontent courageusement les forces des dictateurs. Ce sont ces

ABONNEMENT

FRANCE: 1 an

- Pli ouvert : 70 FF

- Pli fermé : 85 FF

Le paiement se fait uniquement en liquide ou en timbres-postes courants.

ETRANGER :

Même tarif mais uniquement en coupons-réponses internationaux.

ADRESSE:

DUFEAL - COMBAT OUVRIER
Pour le PAT B.P. 42
92114 - CLICHY Cedex

petites gens qui sont tuées ou massacrées, comme lors de la boucherie qui a eu lieu à Bamako, au Mali. Mais, à chaque fois, ce sont les dirigeants bourgeois qui profitent de leurs luttes pour tirer les marrons du feu.

Pour que ces politiciens opportunistes, ces messieurs les oppositionnels qui se réclament du peuple ne continuent pas à les déposséder du fruit de leurs luttes; pour que ces faux-amis qui les trompent payent un jour leurs crimes, pour faire rendre gorge aux capitalistes et aux dirigeants impérialistes pour qui travaillent nos dictateurs, il importe que

les pauvres et les travailleurs comptent sur leur propre mobilisation; qu'ils se donnent les moyens de contrôler eux-mêmes leurs luttes, de les diriger démocratiquement jusqu'au bout et de contrôler à tout moment leurs dirigeants en restant armés.

Pour cela, la création des organisations de la classe ouvrière, indépendantes des partis bourgeois, est nécessaire. Sinon, ce seront toujours les dirigeants de ces partis bourgeois qui se serviront des pauvres et des travailleurs comme masse de manoeuvre pour assouvir leur dessein égoïste.

COTE D'IVOIRE LA LIBERATION D'ANAKY UN GESTE SYMBOLIQUE D'HOUPHOUËT

Anaky Kobenan, homme d'affaire considéré comme le "banquier" sous marin du Front Populaire Ivoirien, condamné en 1988 à 20 ans de prison pour "détournement" de deniers publics vient d'être libéré par Houphouët.

Le FPI a toujours rejeté cet acte d'accusation qui incriminait Anaky. Si ce dernier a été arrêté, c'est pour motif politique, selon lui. Anaky est membre du FPI; il finançait secrètement les activités de cette organisation, ce qui n'était pas de nature à plaire à Houphouët.

Depuis cette arrestation, sa libération est devenue le cheval de bataille du FPI qui mobilisait ses troupes en organisant des conférences, en publiant des tracts dénonçant l'arbitraire du pouvoir qui fabrique des prétextes pour arrêter des membres du parti.

La libération d'Anaky met fin à cette mobilisation mais elle est avant tout un deuxième geste politique symbolique envers l'opposition ivoirienne, le FPI en particulier, sa principale

composante. Le premier geste était la faveur accordée gracieusement par Houphouët à l'opposition, ce qui lui a permis de constituer un groupe parlementaire à l'assemblée nationale.

Aux dernières élections législatives - élections entachées de nombreuses irrégularités - l'opposition n'avait pas totalisé le chiffre de dix députés élus nécessaires à la formation d'un groupe parlementaire; il lui manquait un député. Houphouët a baissé la barre à huit députés.

Il doit bien ces deux gestes-là à l'opposition, en particulier au FPI pour services rendus.

Laurent Gbagbo, en rejetant par exemple catégoriquement l'idée de "conférence nationale", voudrait bien que tout se passe entre lui et Houphouët, selon le calendrier fixé par ce dernier sans l'intervention des masses ou du moins en les contrôlant.

Le FPI et sa presse, "Nouvel Horizon" entre autres, en

axant les critiques essentiellement contre Ouattara et son plan d'austérité ménagent en revanche Houphouët quand bien même ils réclament son départ.

Tout cela vaut bien un remerciement du "Vieux". Le refus de la "conférence nationale" et la retenue d'attaquer frontalement Houphouët constituent bien un appel du pied de la part de Gbagbo. Ce

n'est un secret pour personne. Déjà quand le vieux Houphouët avait chaud à cause des grèves incessantes et des manifestations de rue répétitives au cours desquelles les manifestants le traitaient de "voleur" et réclamaient son "départ", Gbagbo a offert ses bons offices pour aider à ramener le calme dans le pays. C'était Houphouët qui n'en voulait pas.

BENIN CHANGEMENT AU SOMMET MAIS LES PROBLEMES DEMEURENT

Partout en Afrique, là où les populations descendent dans la rue pour crier leur colère contre la misère, la vie chère et pour manifester leur mécontentement contre la classe dirigeante de leur pays, comme à Madagascar ou au Zaïre actuellement, les dirigeants de l'opposition demandent la convocation d'une "conférence nationale". Le plus souvent c'est le Bénin qui est cité comme exemple à suivre.

Au Bénin, sous la dictature de Kérékou, les populations étaient mécontentes. Les pauvres croupissaient de plus en plus dans la misère; les fonctionnaires étaient restés trois mois sans toucher leurs salaires, la bourse des étudiants n'était pas versée depuis belle lurette. Il y avait souvent des grèves et des manifestations de rues. Malgré la répression souvent violente contre les grévistes et les manifestants, la contestation continuait de plus belle à tel point que Kérékou dut accepter une réunion avec les opposants pompeusement appelée "conférence nationale". Au bout de dix jours de débat, l'ancien dictateur fut dépouillé de la plupart de ses prérogatives. Battu aux élections présidentielles, il

abandonna le pouvoir au profit de Nicéphore Soglo, le prétendu opposant.

Justement ce qui s'est passé au Bénin après la conférence nationale montre vraiment que c'était un piège tendu aux travailleurs.



A peine sont-ils arrivés au pouvoir que Soglo et sa bande, non seulement n'ont pas versé les arriérés de trois mois de salaires que réclamaient les travailleurs, mais en plus ils ont osé diminuer les salaires de 10%. Les

travailleurs en colère se mettent en grève: trains bloqués, aéroport fermé, transports en commun arrêtés, coupure d'électricité, usines désertées etc.... Ils réclament le versement des arriérés, la suppression de la mesure visant à diminuer les salaires et celle du licenciement de 8000 agents de l'Etat prévue par l'ancienne équipe au pouvoir.

En réponse au mécontentement des travailleurs, le nouveau gouvernement issu de la "conférence nationale" a demandé aux syndicats de patienter; aux partis d'opposition à l'ancienne équipe dirigeante, il propose de convoquer une deuxième "conférence nationale"

pour tenter de désamorcer la crise qui continue de secouer le pays.

Voilà les remèdes aux problèmes sociaux.

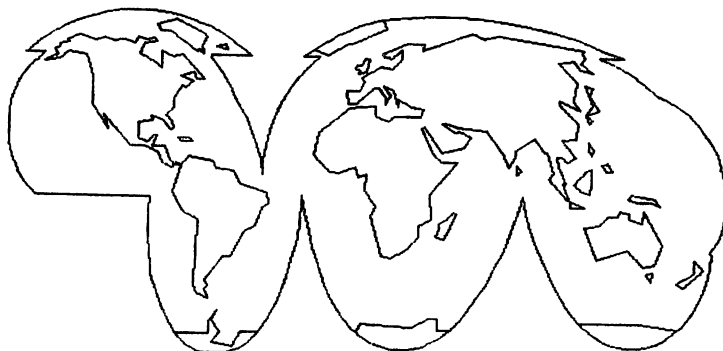
Les nouveaux dirigeants, tout comme les anciens, seressemblent comme deux gouttes d'eau. Ils sont étrangers aux intérêts des pauvres et des travailleurs. S'ils parlent de la tenue d'une autre "conférence

nationale", c'est pour leur faire croire que cette instance peut résoudre leurs problèmes; c'est pour les faire attendre, pour qu'ils n'aient pas à se révolter contre leur sort.

C'est l'impérialisme français qui pousse les dictateurs africains à assouplir leur dicature en faisant des concession ou en s'alliant aux dirigeants des partis d'opposition pour briser les contestations populaires. Lâcher du lest pour sauvegarder l'essentiel, c'est cela que souhaite le gouvernement français.

Il a peur que les manifestations ne prennent un tournure grave qui risque de remettre en cause ses intérêts en Afrique. Nos dictateurs servent de relais locaux pour préserver ces intérêts-là. En contrepartie, ils profitent des miettes que leur laisse l'impérialisme. Nullement ils ne sont au service du peuple comme ils veulent bien le laisser croire.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

IMMIGRATION

OPERATIONS POLICIERES UNE CAMPAGNE CONTRE LES TRAVAILLEURS

Le mois dernier, les autorités françaises ont commencé une campagne tous azimuts contre les travailleurs immigrés. Giscard d'Estaing, un des hommes politiques de la droite, a comparé l'immigration en France à une "invasion".

Cela a provoqué une indignation hypocrite des membres du gouvernement et de certains dirigeants de la droite. On lui a reproché de faire de la démagogie rien que pour attirer vers lui l'électorat raciste et anti-immigré. Quelle hypocrisie de la part de tous ces politiciens! Eux-mêmes, ne font-ils pas la même chose?

Pendant que les ministres de Mitterrand reprochaient à Giscard ses propos racistes, le gouvernement a envoyé des policiers et des CRS dans plusieurs foyers des travailleurs immigrés de la région parisienne. Les hommes de Mitterrand, eux, ne se contentent pas de discours mais agissent réellement contre les immigrés.

C'est ainsi que des résidents de deux foyers Sonacotra, à Elancourt et à la Verrière, dans les Yvelines, ont eu à subir l'intervention violente et rapide de 400 flics. Ceux-ci ont contrôlé plus de 1000 personnes. L'opération surprise s'est terminée par l'arrestation de 134 clandestins, des sans-papiers, et l'expulsion du foyer des personnes qui y logent d'une manière irrégulière.

Il y a eu des opérations du même genre dans des foyers de Trappes et de Pierrefitte. Le prétexte invoqué par les autorités était l'amélioration de la vie dans les foyers par l'expulsion des non résidents afin de rénover les locaux. En fait, il s'agit d'une chasse ouverte contre les immigrés

qui n'ont pas de papier pour les expulser rapidement.

Récemment encore, les autorités ont décidé de lutter contre le travail au noir. Ils ont déclaré que tous les patrons et les personnes qui embauchent des immigrés sans papier sont passibles de peines lourdes, de fortes amendes et même d'emprisonnement.

En fait, c'est plus un avertissement lancé aux patrons qu'une menace de poursuite judiciaire contre eux.

Cette campagne de dénigrement des immigrés vise surtout les travailleurs (en activité ou au chômage) dans le but inavoué de les isoler encore plus de la classe ouvrière française, de les marginaliser afin de les rendre dociles et corvéables à merci.

Cette campagne tente d'empêcher, en cette période de crise, que leurs frères de classe, les ouvriers français, ne s'unissent à eux pour combattre ensemble contre la bourgeoisie et le patronat, leurs ennemis communs.

Dans le même temps, la campagne vise surtout à plaire à l'électorat français raciste. Il s'agit pour ces politiciens-là, qu'ils soient de droite ou de gauche, de se positionner en vue des prochaines élections.

Alors, aux travailleurs immigrés et français d'agir ensemble pour faire échouer ces manoeuvres de division de leurs ennemis. Car, l'attaque contre la fraction la plus faible de la classe ouvrière que constituent les travailleurs immigrés est, en fait, une attaque contre l'ensemble des travailleurs.

ZAIRE 26 ANS DE REGNE DE MOBUTU

Après Kérékou, Sasso Nguesso, Moussa Traoré, Ratsiraka et bien d'autres dictateurs du continent africain, c'est au tour de Mobutu de subir les foudres du mécontentement populaire qui couvait depuis plusieurs années.

Le 22 septembre dernier des émeutes de la faim éclataient à Kinshasa à la suite d'une mutinerie de soldats du rang mal payés. Plusieurs magasins, villas et entrepôts ont été mis à sac par les émeutiers. La ville de Kinshasa ainsi que quelques grandes villes de province ont été littéralement prises d'assaut par une foule de petites gens qui n'hésitaient pas à se servir dans les magasins et les villas des riches. Ils se sont servis là où se trouvaient des marchandises qu'ils pouvaient manger, utiliser ou vendre. C'était une scène d'émeutes comme il y en avait eu quelques mois auparavant en Zambie, en Tunisie, au Mali et dans bien d'autres pays où règne la misère pour la grande majorité.

Sous prétexte de protéger les ressortissants occidentaux, les gouvernements français et belges, appuyés par les USA, ont dépêché immédiatement des paras au Zaïre. Mais beaucoup moins que pour protéger leurs ressortissants, les véritables raisons de cette intervention militaire sont plus liées aux énormes intérêts de l'impérialisme dans ce pays.

UN PAYS DONT LES RICHESSES SONT PILLEES

Le Zaïre, grand comme cinq fois la France et peuplé de 35 millions d'habitants, est un pays qui regorge de richesses minières ainsi que

d'autres matières premières utiles aux industries capitalistes des pays occidentaux. Il est le premier producteur mondial de cobalt, deuxième pour le diamant, sixième pour le cuivre. On dit que c'est un véritable "jardin" où tout peut pousser". Mais dans ce pays immense, où la terre est riche, le climat favorable à toutes sortes de cultures, la misère y est aussi grande qu'au Bengladesh. Il figure parmi les pays les plus pauvres de la planète. L'espérance moyenne de vie y est de 51 ans (comme au Bengladesh). Toutes les richesses du pays sont littéralement pillées par les grands trusts et par une petite minorité liée au pouvoir local. La dette extérieure du Zaïre est aujourd'hui estimée à 9 milliards de dollars. En 1985, rien que le service de la dette représentait 27,7 % des exportations et 55,1 % des dépenses de l'Etat. De 1983 à 1986, il est rentré dans ce pays 1099 millions de dollars, mais il en est sorti 1929 millions de dollars au titre de remboursement de la dette. En 1988, le Zaïre était en cessation de paiement. Ce pays qui était, il y a seulement quelques années, présenté comme le "modèle" par le FMI est aujourd'hui exangue. Son économie est asphyxiée.

La crise a en réalité commencé depuis les années 70. Durant ces années, les banques mondiales et les Etats occidentaux ne sachant où placer leurs capitaux ont encouragé et financé, aux frais de leurs contribuables, des projets industriels, des infrastructures et des réalisations somptueuses de toutes sortes. Certains de ces projets coûteux appelés "éléphants blancs" n'ont même pas vu le jour ou ne servent pratiquement à rien. Tel est le cas du grand barrage d'Inga

qui tourne à 20 % de sa capacité et qui a engouffré le tiers de la dette de l'Etat. Un système de télécommunication ultra moderne a été installé pour "la voix du Zaïre" (la radio de Mobutu qu'on peut capter dans toute l'Afrique). Giscard avait également financé un gigantesque centre commercial à Kinshasa. En 1986, Mobutu a posé la première pierre d'un hôpital central. Mais avant même qu'il ne soit construit, il est déjà en ruine, envahi par la broussaille. Les capitaux sont partis en fumée. Comme Houphouët Boigny qui a construit à grand frais "sa" nouvelle capitale, Mobutu a aussi bâti la "sienne" à coup de milliards de dollars. Son Yamoussokro à lui s'appelle Gbadolite, un village transformé en "capitale" et qui ne sert à rien d'autre que pour son prestige personnel. Il y a fait construire un aéroport international pour son avion personnel et pour faire atterrir le Concorde qu'il loue pour faire venir ses hôtes.

celui que touche une grande partie des employés de l'Etat est de 100.000 zaires (soit 4.000 FCFA par mois), à peine supérieur au prix d'un sac de manioc. Le premier ministre de "transition", Bululu, déclarait alors fièrement : "Je pouvais me prévaloir d'avoir conduit le seul gouvernement du Zaïre qui ait pu verser à un huissier (le moins payé de l'administration) un salaire supérieur à un prix d'un sac de manioc". Et quand on sait qu'une grande partie des 4 millions d'habitants de Kinshasa n'a même pas le "privilège" d'avoir un salaire même minable comme celui des huissiers, on imagine la détresse des centaines de milliers de familles pour qui se procurer de quoi manger au jour le jour est devenu un véritable cauchemar. Des charlatans de toutes sortes faisaient fortune à Kinshasa en faisant croire aux petites gens naïves qu'ils multipliaient les billets par la sorcellerie.

UNE ECONOMIE EXANGUE...

Tous ces "éléphants blancs" ont englouti environ 50 % de la dette extérieure du Zaïre. Ne pouvant plus rembourser même les services de la dette, le Zaïre a été soumis ces dernières années à prendre des mesures d'austérité. Le FMI a exigé que sa monnaie soit dévaluée, qu'on "dégraisse" dans la fonction publique, que les entreprises d'Etat soient privatisées.

C'est ainsi que le taux annuel de l'inflation au début de 1989 y était de 100 %. En juillet 1991, il était de plus de 1 % par jour ! Entretiens, la monnaie zaïroise a subi une dévaluation de 100 %. Un dollar s'échangeait contre 9.500 zaires au marché noir (le taux de change officiel étant d'un dollar contre 4.500 zaires). Deux mois après, en septembre, un dollar s'échangeait contre 15.300 zaires (le taux officiel était d'un dollar contre 7.599 zaires). Le salaire le plus bas de l'administration,

LA POUDRIERE S'EMBRASE...

Le 11 mai 1990, suite à une manifestation des étudiants de l'université de Lumumbashi, Mobutu y a dépêché son "commando" spécial pour réprimer sauvagement la contestation. Plusieurs dizaines d'étudiants furent assassinés, égorgés dans leurs chambres, des étudiantes violées et torturées. En réprimant dans le sang, Mobutu espérait réduire au silence la contestation, mais contrairement à ce qu'il escomptait, celle-ci ne fit que prendre de l'ampleur dans toutes les couches de la population.

★

★

★

Le 2 septembre dernier, des manifestations de rue ont eu lieu à Kinshasa contre le doublement du prix des transports en commun. La répression fit plusieurs morts. Le 22 septembre, ce sont les soldats du rang qui se mutinent et pillent les magasins et les villas se trouvant sur leur chemin. Les habitants des bas quartiers de Kinshasa les suivent. Selon certaines rumeurs, la mutinerie des soldats aurait été téléguidée par Mobutu pour que la France et la Belgique viennent au secours de son régime aux abois. Mobutu est, certes, un spécialiste des coups bas, mais derrière la révolte des soldats, il y a néanmoins le fait qu'ils se plaignaient de leur maigre pécule. Ils touchent 80.000 zaires par mois (soit 1.500FCFA), même pas de quoi se payer 5 kg de riz!



Emeutes à Kinshasa

Toujours est-il que cette mutinerie et les scènes de pillages ont servi de prétexte à l'impérialisme français et belge pour justifier leur intervention. Au début, il s'agissait tout simplement d'aider au rapatriement des occidentaux, mais plusieurs semaines après les paras français et belges y sont toujours restés, cette fois-ci pour "protéger" ceux qui n'ont pas voulu évacuer le Zaïre. En réalité, ils y ont été envoyés pour protéger les intérêts de l'impérialisme dans ce pays et au

passage pour maintenir en survie le régime de Mobutu qui, jusqu'ici, a été l'un des plus fidèles alliés de l'impérialisme en Afrique. Il a joué un rôle clé dans le soutien au mouvement de Jonas Savimbi en Angola contre le régime de Dos Santos qui était jusqu'à ces dernières années le protégé de l'URSS via Cuba.

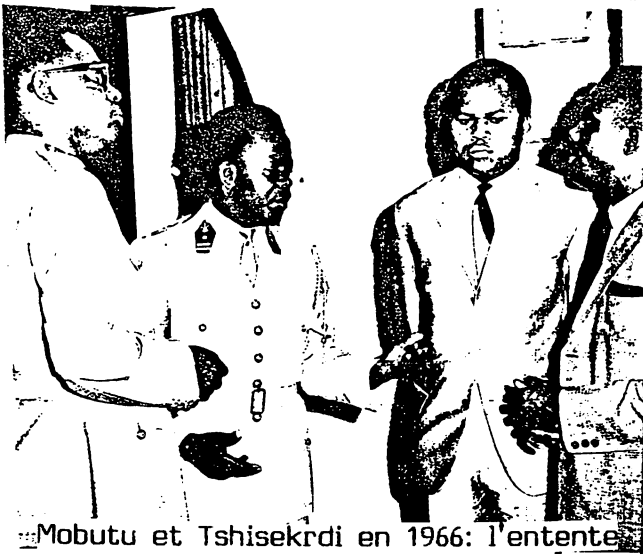
MOBUTU VA-T-IL ETRE LACHE PAR SES PROTECTEURS ?

Si jusqu'à présent ce dictateur est resté au pouvoir depuis son coup d'Etat de novembre 1965, c'est grâce au soutien de l'impérialisme qui avait besoin de lui dans cette région stratégique économiquement et politiquement du point de vue de ses intérêts dans cette sous-région de l'Afrique. Il jouait Mobutu contre l'Angola et les mouvements politiques soutenus par l'URSS en Afrique australe. Mais depuis l'arrivée au pouvoir de Gorbatchev, bien des choses ont changé dans la politique extérieure de l'URSS, notamment en Afrique. Après le lâchage de Menghistu en Ethiopie, c'est l'Angola de Dos Santos qui est lâché par l'URSS. Du coup Mobutu n'a plus aux yeux de ses anciens protecteurs le poids qu'il avait auparavant d'autant moins qu'il fait face à un mécontentement populaire qu'il n'arrive plus à juguler fût-il par la répression sauvage. Même ses proches collaborateurs l'ont lâché pour rejoindre le camp de l'opposition. Même les "nokos" ("oncles" en langage vernaculaire, pour désigner les belges ex-colonisateurs) boudent leur protégé.

La tension entre le gouvernement belge de Tindemans (qui voulait donner "des conseils de bon père de famille" à Mobutu pour bien gouverner) et ce dernier avait atteint un tel degré que Mobutu, au nom de la "dignité nationale" bafouée, avait suspendu le paiement de la dette à l'égard de la Belgique dès octobre 1988. Il avait également mis fin aux "relations privilégiées entre les deux pays". Il a demandé à tous les zairois de "boycotter" la Belgique. Les vols Sabena en

direction du Zaïre furent suspendus. Le "traité d'amitié" signé en 1960 fut dénoncé, de même que les "accords de coopération" de 1976. De son côté, la banque mondiale faisait elle aussi pression pour qu'un "plan d'ajustement" soit mis en place. Elle exigeait que "les avoirs zaïrois" accumulés dans les banques suisses (entendez la fortune personnelle d'un certain nombre de dignitaires du régime dont celle de Mobutu qui équivaut à elle à seule la totalité de la dette extérieure du Zaïre) soit "réintégrés" pour payer la dette et pour faire sortir l'économie zaïroise de l'asphyxie.

Ce semblant de bras de fer a duré quelques temps, le temps que la contestation sociale s'aggrave au point de mettre son régime en danger et par la même occasion les énormes intérêts de l'impérialisme ne serait-ce que parce que tous les rouages de l'économie et de l'administration sont paralysés. L'opposition s'est enhardie en réclamant la "conférence nationale" comme au Bénin et au Congo voisin.



Mobutu et Tshisekedi en 1966: l'entente.

DES "OPPOSANTS", EX-"TENEURS D'EVENTAIL" DE MOBUTU....

Mobutu qui ne voulait ni entendre parler de multipartisme ni à plus forte raison de conférence nationale a fini par céder. Il a nommé en juillet dernier son principal opposant, Tshisekedi de

l'UDPS, comme premier ministre. Celui-ci s'est, au début, précipité pour accepter ce poste puis s'est retracté au dernier moment devant la pression de la rue qui manifestait contre sa nomination et aussi devant la pression de ses propres partisans qui voyaient que le moment était mal venu, étant donné que son rôle allait être de prendre des mesures d'austérité à l'encontre des masses pauvres qui se trouvaient justement dans la rue contre les mesures imposées par le régime. C'est finalement un autre qui a été désigné à ce poste pour assurer un "gouvernement de transition". Mais face au mécontentement de la rue, ce gouvernement de transition n'a même pas tenu quelques semaines. Les émeutes du 2 septembre et surtout celles du 22 septembre ont précipité les choses. Devant le chaos qui régnait sur l'ensemble du pays et surtout face à la pression encore plus forte de l'impérialisme français et belge, fort de leur présence militaire, Tshisekedi a fini par accepter le poste de premier ministre qu'il avait refusé à peine deux mois auparavant.

Aujourd'hui cet "opposant" est au pouvoir. Il n'hésite pas à qualifier son président de "monstre" et d'"assassin", mais lui même avant d'être l'opposant qu'il est devenu, n'était-il pas le bras droit de ce "monstre" ? Il a été en effet son ministre de l'intérieur de 1966 à la fin des années 70, avant d'être limogé pour ne devenir que "simple" député et "opposant" par la suite. C'est lui qui était le grand défenseur du parti unique de Mobutu et qui n'hésitait pas à mettre en prison ou pousser à l'exil des milliers d'opposants. Il faisait alors partie de ceux qu'on appelle "les gens de Nazareth et de Béthléem" (la clique du pouvoir ou proche du pouvoir qui s'est fait des fortunes énormes en pillant les caisses de l'Etat et en pratiquant le "matabiche" (corruption).

La plupart, sinon la quasi-totalité des dirigeants de l'opposition qui affichent

aujourd'hui bien haut leur "opposition" à Mobutu, sont des ex-alliés qui ont été soit disgrâciés par leur "guide" ou qui sont devenus opposants pour des raisons "alimentaires". Karl I Bond, qui vise aujourd'hui la présidence à la place de Mobutu, a été plusieurs années durant un des ses ministres, le plus choyé. Parmi les dirigeants les plus en vue de l'opposition, on peut en citer quelques uns pour illustration : - Kengo Wa Dondo ex-procureur de la République et ex-premier ministre, - Seti Yale, ancien conseiller spécial du "grand léopard", - Mambu Ma Khenzu, ex-patron de la Banque de crédit agricole, - Pay-Pay, ex-gouverneur de la Banque Centrale, - Selimani Mwana, ancien PDG de Pétro-Zaïre, - Djamboleta L'Oma Okitongo ex-PDG de la Gécamine-Commerciale, - Thambwé Mwanga ex-PDG de l'OFIDA (douanes) etc...

Tous ces gens-là, comme l'actuel premier ministre, font partie du club des milliardaires zairois. Ils ont tous été bombardés dans les hauts postes de l'Etat, dans les administrations et les entreprises publiques par Mobutu. Ils se sont bien engraisés avant de lâcher le navire en naufrage.

LA CONFERENCE NATIONALE : UNE NOUVELLE MANNE POUR LES "MACARONNES"...

Aujourd'hui il y a officiellement 230 partis politiques déclarés au Zaïre et pour la grande majorité d'entre eux ils sont constitués par la même clique politique s'auto-proclamant "parti politique" pour pouvoir participer à la conférence nationale.

Cette conférence nationale était prévue pour juillet 1991, mais elle n'a siégé que début septembre pour être interrompue après les événements du 22 septembre. Mais dès le début du mois de juillet les "conférenciers" (ou les "macaronnés" comme les appels les kinois) touchaient déjà un pécule journalier

de 400.000 zaïres, alors que les soldats du rang ne touchent, eux, que 80.000 zaïres par mois et un ouvrier qualifié, l'équivalent du prix d'une nuit à l'hôtel Hilton de Kinshasa. Pour tous les politiciens, la participation à la conférence est devenue une sinécure. Certains d'entre eux feraient même la queue chez Mobutu pour percevoir quelques subsides en échange d'un appui en sa faveur à la conférence nationale.

Les représentants de trois grands partis, l'UDPS de Tshisékédi, le PDSC et l'UFERI de Karl I Bond ont récemment signé un accord pour s'auto-proclamer "la seule vraie opposition". Ils veulent accaparer le pouvoir pour ne rien laisser aux autres. Actuellement un bras de fer a lieu entre le premier ministre qui ne peut pas constituer "son" gouvernement et Mobutu qui veut imposer "ses" ministres et surtout garder la haute main sur l'armée et les affaires étrangères. Selon les toutes dernières nouvelles, il y aurait finalement eu un accord entre Mobutu et Tshisekedi après 15 jours de marchandage

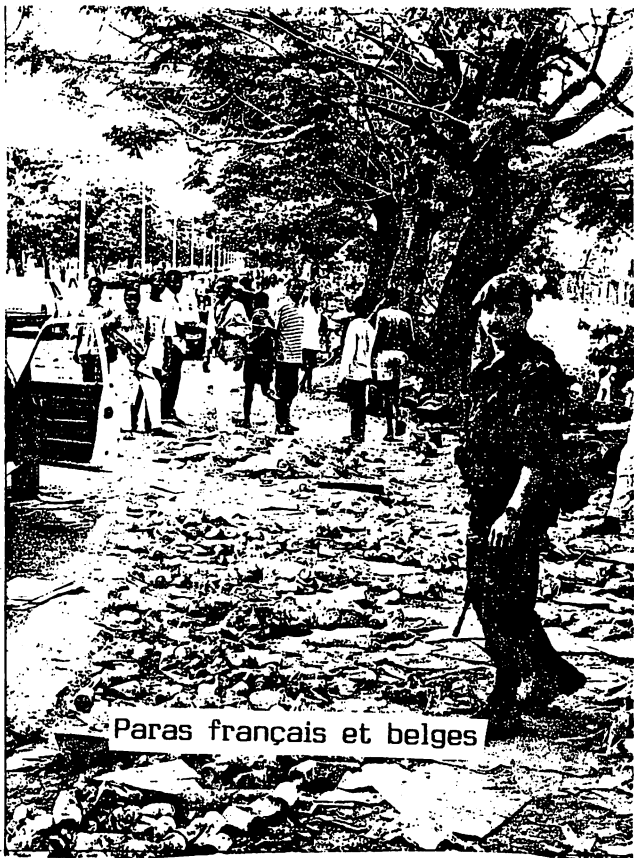
ET UN PIEGE POUR GRUGER LES TRAVAILLEURS...

En réalité, c'est dans la rue qu'a lieu le véritable bras de fer, entre le régime et la population. Les dirigeants de l'opposition font croire que le seul responsable de la misère et de la dictature c'est Mobutu mais c'est pour mieux tromper les masses pauvres qui ne supportent plus leur situation. Demain Mobutu peut partir, renversé par un coup d'Etat, ou bien mis sur le banc de touche par les dirigeants impérialistes. Il peut même être battu aux élections, si jamais celles-ci ont lieu, comme Kérékou au Bénin. Mais la situation des masses pauvres ne changera pas pour autant si elles ne s'imposent pas par la force et par leur mobilisation. Tshisékédi ou un autre au pouvoir va prendre les mêmes mesures d'austérité imposées par l'impérialisme que celles que Mobutu a du mal à imposer tant il est vomi

par la population. Les travailleurs du Bénin et du Congo ont déjà fait l'expérience de la conférence nationale. Après quelques semaines d'euphorie les mesures d'austérité draconiennes sont imposées aux travailleurs. Nicéphore Soglo, après avoir promis que tout allait changer avec lui au pouvoir, n'a pas tardé à annoncer qu'il fallait, pour la "prospérité économique du pays", licencier des dizaines de milliers de fonctionnaires. Même les arriérés des salaires impayés sous Kérékou ne sont pas encore versés aux petits fonctionnaires. De plus il veut faire une ponction de 10 % sur leurs salaires déjà dérisoires.

politiciens. Ils ont tout intérêt à profiter de l'affaiblissement de la dictature qu'ils ont imposé par leur courage et par leurs morts pour s'organiser à leur manière; pour apprendre à intervenir politiquement en tant qu'exploités.

Car aux Zaïre, comme ailleurs il n'y a pas seulement d'un côté les "démocrates" et de l'autre les partisans de la dictature. La ligne de partage réelle est entre les exploités d'un côté et les exploités de l'autre. Tout est loin d'être encore joué au Zaïre. Mobutu est toujours en place. Mais même s'il part, l'armée et la police qui ont servi sa dictature seront toujours là et serviront toujours pour imposer aux pauvres les injustices et les inégalités. Et tant que les exploités n'imposeront pas leur loi et leur pouvoir par la force en renversant le régime en place, en contrôlant et en exerçant eux-mêmes le pouvoir qu'ils auront mis en place, ils continueront toujours à être les laissés-pour-compte de cette société de jungle qu'est la société capitaliste. Et dans cette période de crise qui s'aggrave d'année en année, les exploités, s'ils ne sont pas vigilants et organisés, risquent de le payer chèrement car leurs ennemis sont capables de les entraîner dans toutes sortes de piège. La conférence nationale en est une lorsque les travailleurs ne restent que des spectateurs, mais d'autres pièges encore plus dangereux tels l'ethnisme, le régionalisme ou l'intégrisme religieux sont aussi les armes que les exploités et les démagogues peuvent utiliser pour tromper les pauvres. Une dérive ethnique serait une catastrophe sanglante pour le Zaïre qui compte 230 ethnies.



Paras français et belges

Si les travailleurs et les masses pauvres du Zaïre ne veulent pas subir l'expérience de leurs frères et soeurs du Congo ou du Bénin, c'est dès aujourd'hui qu'ils auront à se méfier de tous ces

HAITI

LES MASSES PAUVRES DOIVENT S'ARMER ET SE BATTRE POUR ELLES-MEMES

Porté au pouvoir par une large et profonde mobilisation populaire organisée autour de son mouvement "Lavalas" (l'avalanche), lors des élections de décembre 1990, le président Aristide a été renversé par les militaires, huit mois après sa victoire électorale. Le nouvel homme fort du pays est le général Raoul Cédras, l'ancien chef d'état-major du gouvernement Aristide qui a pris la tête de la junte responsable du coup d'Etat.

Arrêté dans un premier temps et ensuite expulsé au Venezuela grâce, semble-t-il, à l'intervention des ambassadeurs des grandes puissances telles que la France et les USA, Aristide tente d'organiser de l'extérieur la résistance aux putschistes. Se considérant comme le président légitime d'Haïti, il s'organise pour revenir au pouvoir. Il bénéficie en cela d'un large soutien tant de ses partisans en Haïti que de l'opinion internationale. Le coup d'Etat des militaires a, en effet, suscité de nombreuses réactions hostiles que le président déchu tente de capitaliser pour son propre compte.

En Haïti même, si, face aux militaires fortement armés qui assassinent, tuent, massacrent, tirent sur tout ce qui bouge, sans retenue, on n'assiste pas à de vastes mobilisations populaires hostiles à leur pouvoir comme dans le passé, il y a eu quand même quelques mouvements de résistance face aux putschistes: des barricades ont été érigées dans certains quartiers populaires et bidonvilles. Le premier ministre d'Aristide et son gouvernement sont entrés dans la clandestinité et se revendiquent de la légitimité face aux militaires.

Il y a eu, en revanche, des

manifestations violentes d'Haïtiens à Miami et dans d'autres villes où vivent des communautés d'Haïtiens exilés. Des pays tels que les USA, la France et ceux de la CEE ont officiellement condamné le coup d'Etat et dit qu'ils coupaient leur aide économique à Haïti. Aristide a même été invité à prendre la parole et défendre son pouvoir devant l'assemblée de l'"OEA" (Organisation des Etats Américains, structurée autour des USA).



Tout ce branle-bas diplomatique permettra-t-il à Aristide de retrouver son siège de président? En tout cas, pour le moment les choses ne semblent pas aller dans ce sens, même s'il est vrai qu'Aristide jouit encore d'une grande popularité au sein de la population haïtienne. Les militaires viennent de rejeter les propositions d'une délégation de l'"OEA" pour son éventuel retour au pouvoir. Ils prétendent qu'ils ont pris le pouvoir pour sauver Haïti de la menace d'une "dictature" d'Aristide. Sous la forme d'un simulacre de démocratie, les bourreaux du peuple haïtien ont

également procédé à la désignation d'un président intérimaire "dans l'application stricte de la constitution", semble-t-il.

L'otage des militaires, la potiche qu'ils ont installée dans le fauteuil présidentiel sous leur contrôle est le doyen de la cour de cassation, le juge Joseph Nerette.

En réalité, la dictature des militaires s'installe. Et il n'est même pas exclu qu'elle trouve un terrain d'entente avec les USA par exemple. En effet, après avoir affirmé dans un premier temps être pour le retour du "président légitime" Aristide au pouvoir, les dirigeants américains ont fait marche arrière. Faisant allusion aux prises de position démagogiques d'Aristide justifiant l'usage du "père Lebrun" (caoutchouc enflammé) contre les ex-macoutes ou encore à ses accusations contre les riches rendus responsables de la pauvreté, les autorités américaines, qui même avant n'avaient aucune sympathie particulière pour lui, ont commencé à dénoncer les "violations des droits de l'homme" par Aristide.

Aussi, si les militaires, comme ils l'ont dit, décident d'organiser des élections dans les mois à venir, est-il possible que les USA et les autres à leur suite leur donnent leur bénédiction et se remettent à parler de "reprise du processus démocratique". Quant à l'"OEA", la perspective de son intervention s'est limitée tout simplement à de simples discussions. Il en est de même de l'ONU qui ne s'est contentée que d'un vague soutien à Aristide. Il est vrai qu'Haïti n'est pas le Koweït et Aristide, le Cheikh Jaber. Dans tous les cas, ni l'"OEA" ni l'ONU ne peuvent agir sans l'aval des Américains. Dans ce contexte, seul l'avenir dira si Aristide retrouvera son fauteuil présidentiel et à quelles conditions.

Mais le destin personnel d'Aristide n'est pas aussi tragique que celui des milliers de pauvres qui ont placé leur espoir en lui et l'ont porté au pouvoir au prix de tant de sacrifices, parfois en vies

humaines. En effet, le coup d'Etat semble nettement marquer la volonté des militaires de s'en prendre non pas à Aristide lui-même, mais aux pauvres qui l'ont porté au pouvoir en les bravant. S'ils ont consenti à ce que le président déchu puisse s'envoler pour l'exil, ils n'ont pas pardonné aux populations pauvres d'avoir osé lever la tête, les défier et rêver d'un autre ordre que le leur. Et ils le leur ont fait payer chèrement cela.

Dès sa prise du pouvoir, l'armée s'est livrée à de véritables massacres dans les bidonvilles, les quartiers populaires et les rues de la capitale, Port-au-Prince, notamment. La répression a été systématique à Carrefour, Bel-Air, Cité Soleil, Cité Carton, Salin, tous ces lieux où se trouvent entassés les plus pauvres de la ville et dont les habitants ont placé assez d'espoir en Aristide au point de le hisser au pouvoir, mais aussi d'avoir été capables de le sauver contre une première tentative de coup d'Etat, en février dernier, fomentée par l'ancien chef des macoutes, Lafontant. Pour éviter la répétition d'une nouvelle réaction et mobilisation populaires comme celles qui l'ont fait reculer la fois d'avant, l'armée, utilisant tous ses moyens, a frappé fort. Elle a investi les quartiers pauvres, rue par rue, maison par maison, tuant indistinctement femmes et enfants, jeunes et vieux, pour semer la terreur. Les militaires ont tiré sur tout ce qui bougeait, même sur des gens qui se rendaient dans les hôpitaux ou portaient secours aux blessés. Bilan: plusieurs centaines de morts et bien plus de blessés.

Cette nouvelle tragédie que connaît le peuple haïtien ne tombe pas comme ça du ciel. Elle est la conséquence directe de toute la politique d'Aristide qui, tant avant les élections qu'après, a semé des illusions dans la tête des gens en leur faisant croire qu'il suffirait qu'il y ait un gouvernement issu des élections pour que la bourgeoisie et l'armée haïtiennes se plient à la volonté populaire et que tout aille

mieux. Aristide et ses partisans se sont contentés d'abreuver les masses pauvres de prêches enflammés et des phrases creuses et démagogiques sur la justice et le liberté au lieu de leur donner les moyens de se défendre, de les armer pour qu'elles imposent elles-mêmes leur propre changement.

Or, la bourgeoisie et l'armée haïtienne savent de tradition que ce ne sont ni les vœux pieux ni les discours, ni la constitution qui font changer les choses, mais le rapport de forces. Alors que la politique d'Aristide contribuait à désarmer les masses, les militaires et les privilégiés, eux, échafaudaient leur plan de guerre et attendaient le moment propice pour intervenir. Ce qui est fait, avec le coup d'Etat du bourreau Cédras.

Même quand ils sont arrivés au pouvoir, Aristide et les siens n'ont rien fait pour que les choses aillent autrement, surtout pour que ce soient les masses pauvres qui imposent le rythme d'un changement en fonction de leurs besoins et le défendent les armes à la main. Face à l'impatience des pauvres qui les avaient portés au pouvoir, ils se sont limités à de simples discours sur la justice et l'égalité. Ils n'ont rien fait, n'ont pris aucune mesure ou réalisé aucune des réformes nécessaires pour alléger le sort des opprimés, alors que la bourgeoisie, toutes tendances confondues, tant dans les villes que dans les campagnes, continuait à s'en prendre à la population pauvre et à s'enrichir à ses dépens grâce au chômage, à l'inflation et à l'occupation des terres des paysans pauvres, comme à l'époque des Duvalier. Ils ne s'intéressaient aux masses pauvres que pour s'en servir comme une force de manoeuvre, pour exploiter leur force contre un adversaire éventuel, tel lors de la mobilisation populaire qui a fait échouer la tentative du coup d'Etat de Lafontant.

Par contre la politique d'Aristide a consisté à composer avec la hiérarchie de l'armée.

Pendant les quelques mois de leur règne, Aristide et son gouvernement n'ont pas été avares en gestes et éloges vis-à-vis de celle-ci. Ils ont mis tout en oeuvre pour convaincre les masses pauvres que l'armée avait changé, qu'elle était "unie au peuple", pour le changement. Leur crédo était "le mariage entre le peuple et l'armée". Ils ont multiplié des déclarations sur le loyalisme de celle-ci qu'ils présentaient comme un rempart contre tout danger ou coup d'Etat.

Certes, ils ont chassé quelques gradés corrompus, vomis par la population parce que trop compromis dans les régimes précédents des Duvalier et les ont remplacés par d'autres, peut-être moins corrompus, mais en tout cas pas moins responsables quand on sait le rôle que les militaires jouent traditionnellement dans la répression, les assassinats et autres crimes dans ce petit pays. Dans l'ensemble, l'armée est restée telle qu'avant, elle n'a pas été transformée en un instrument au service de la population, car ce qui intéressait Aristide et les siens, c'étaient les généraux, les colonels, comme ce criminel de général Cédras, nommé chef d'état-major par Aristide lui-même. Ils n'ont rien fait vis-à-vis des petits soldats d'origine paysanne pauvre qui avaient de la sympathie pour eux afin de les dresser contre les officiers.

Le nouveau
bourreau-dictateur,
le général Cedras.



C'est cette politique-là qui a permis à cette armée haïe par la population, discréditée, mais aussi désorganisée par les multiples magouilles politiques de ses chefs, de reprendre confiance, de resserrer ses rangs et de reprendre le pouvoir aujourd'hui. C'est parce qu'Aristide et les siens n'ont pas voulu donner aux quartiers pauvres les moyens de s'armer contre cette armée haïtienne et de s'imposer à elle et qu'ils ont, par contre, fait plus confiance aux généraux et aux colonels qu'ils ont eux-mêmes préparé les conditions et le lit du récent coup d'Etat.

Alors, est-ce à dire que les choses vont en rester là? Rien n'est moins sûr. Les masses pauvres haïtiennes, comme on dit, en ont vu d'autres. Ce sont elles qui ont fait tomber le régime déguelasse du sanguinaire Duvalier. Ce sont leurs luttes qui ont eu raison des régimes militaires précédents ou fait échouer le retour des macoutes au pouvoir. Même lors du récent coup d'Etat, elles ne sont pas restées sans résistance. Elles ont lutté avec le peu de moyens dont elles disposaient, avec leur colère, leur courage, leur foi en une société

meilleure. Elles ont érigé des barricades, à Port-au-Prince, à Gonaïve, même si cela n'a pas suffi pour faire face à Cédras et sa horde d'assassins. Il n'est donc pas impossible que de leur sein émergent des hommes, des femmes et des jeunes qui refusent de s'agenouiller devant l'ordre criminel des militaires. En tout cas, nous l'espérons. Mais ils doivent retenir la leçon de toute l'expérience Aristide: on ne change pas une situation comme celle d'Haïti par des vœux pieux, des prêches enflammés ou en faisant confiance à un individu, aussi providentiel soit-il, et moins encore à un simulacre de démocratie et à l'armée. C'est par la force, leur force organisée, que les masses pauvres peuvent imposer leur changement, en disloquant l'armée et en détruisant l'ordre des bourgeois. Pour cela, il faut qu'elles s'organisent, s'arment et se battent pour leur propre compte, sans attendre quoi que ce soit des aristidiens et autres politiciens "démocrates" qui ne peuvent les conduire qu'à une nouvelle impasse tragique et criminelle.

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels qu'ils soient leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui préchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.

- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles qu'elles soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.

- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.